

Ecoscopie 37

La note de conjoncture de l'Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine

Numéro 202 - Spécial Bilan 2010 - En partenariat avec l'Urssaf Touraine

2010 : CONVALESCENCE

En 2010, l'économie mondiale a renoué régulièrement avec la croissance amorcée au printemps 2009, de façon vigoureuse dans les pays émergents mais de façon sporadique dans les pays développés. Si la physionomie du tissu économique de l'Indre et Loire a certainement amorti les effets de la crise, le repli du niveau d'activité a été tel que le retour à la « normale » prend du temps. Ainsi, l'économie tourangelle est entrée cette année dans une période de convalescence. L'accélération de la production industrielle, le dynamisme des services et le redressement du secteur de l'immobilier sont autant de signes positifs qui montrent que la reprise est bien là. Elle est cependant tributaire des événements internationaux, et s'annonce fragile et irrégulière. Réagissant toujours de façon exacerbée aux facteurs anxiogènes, nombreux en cette fin d'année 2010 et au début de 2011, le comportement des entrepreneurs et des consommateurs est marqué par la prudence. Les effets sur l'investissement et l'emploi en sont retardés. Même si la consommation des ménages est restée raisonnée et opportuniste, elle soutient indubitablement la croissance. Le marché du travail a cessé de se dégrader mais le chômage s'est stabilisé à un niveau élevé. La saison touristique se situe à un niveau correct, sans plus.

Comme au niveau national, la reprise progressive de l'activité des entreprises, déjà perceptible dès la fin du printemps, s'est confirmée tout au long de l'année 2010. Le manque de visibilité sur l'évolution des marchés et un ralentissement de l'activité en décembre ont différé la relance des dépenses d'investissement et les embauches. Les indicateurs les plus réactifs montrent une nette accélération dès le premier trimestre confirmée par les excellents chiffres des exportations. La hausse des chiffres d'affaires est très nette au deuxième trimestre. La faible visibilité sur l'évolution à court terme de la demande ne rassure pas encore assez et a freiné les dépenses d'investissements (notamment en R&D) et les embauches. Les défaillances d'entreprises ont été plus nombreuses en 2010, en revanche, les ouvertures en redressement judiciaire ont diminué de 25% avec des effets moindres à attendre sur l'emploi en 2011.

La consommation des ménages est tirée par les marchés automobile et immobilier. Les comportements prudents se ressentent partout ailleurs où les incitations spécifiques ne créent pas d'opportunités. Les encours des crédits à l'habitat augmentent et laissent à penser que cette embellie durera au cours du premier semestre 2011. Le nombre de mises en chantiers et de permis de construire déposés ne montre pas le retour de la confiance des investisseurs ni des promoteurs. Le moindre recours aux crédits de tré-

soorerie et la reprise modérée de l'épargne confirment la prudence des comportements et leurs conséquences sur les résultats du commerce spécialisé et de proximité.

Ralentissement de la hausse du chômage en 2010 et légère reprise des créations d'emploi. Après un début d'année encore marqué par une forte progression de la demande d'emploi (+17,3% sur un an), la hausse du chômage s'est peu à peu ralentie jusqu'à atteindre une quasi stabilité, à partir de l'automne. L'année 2010 se termine donc dans un climat un peu moins tendu sur le marché du travail mais avec une demande d'emploi qui se maintient à un niveau très élevé (+1,3%/2009 pour les cat. ABC). Les taux de chômage, qui avaient atteint un pic à la fin 2009, ont très légèrement reculé (-0,4 point) en Indre et Loire, contre -0,3 point en France et en région Centre. Les flux d'inscriptions à Pôle emploi ont globalement diminué (-5,5%/au cumul des inscriptions 2009) alors que les sorties du chômage ont progressé (+4,2%/cumul sorties 2009).

La fréquentation touristique en Touraine est tout juste correcte. En 2010, aucun facteur n'a contribué à dynamiser la fréquentation touristique du département comme de l'hexagone : pas de pont en mai, un climat social particulièrement dégradé, la pénurie de carburant et des chutes de neige perturbant la France en fin d'année. Dans ce contexte il faut sans doute se satisfaire de résultats stables et donc, du maintien à des niveaux de fréquentation somme toute honorables.

Au niveau national, la reprise est confirmée en 2010 et les signes encourageants pour 2011 se multiplient malgré la prégnance des facteurs anxiogènes. Selon l'INSEE, la croissance française du PIB s'élève à +1,5% pour l'année 2010. Elle a été tirée par le solde positif du commerce extérieur et la consommation des ménages qui a progressé de 0,9%. Même si les ménages sont moins préoccupés par le chômage, leur moral est en baisse face à une hausse des prix qui pourrait entamer leur niveau de vie. Le risque de voir ce pessimisme entraîner une baisse de la consommation demeure la principale menace planant sur les perspectives de croissance pour 2011. Les prévisionnistes nationaux annoncent une année 2011 en forte reprise pour l'industrie. Malgré la crise de l'euro, le séisme au Japon et l'envolée des prix du pétrole, le moral des industriels français est à son plus haut niveau historique. Les nouvelles commandes adressées aux industriels et aux entreprises de services progressent à leur rythme le plus élevé depuis septembre 2000. Si la production reste encore en retard par rapport à ses niveaux d'avant-crise en Europe, et particulièrement en France, l'écart devrait toutefois se résorber dans les prochains mois. Ces perspectives positives devraient s'accompagner d'une stabilisation de l'emploi industriel qui s'est maintenu en 2010 (+0,2%).

Jean-Marc Defrasne

Achevé de rédiger le 28 mars 2011.



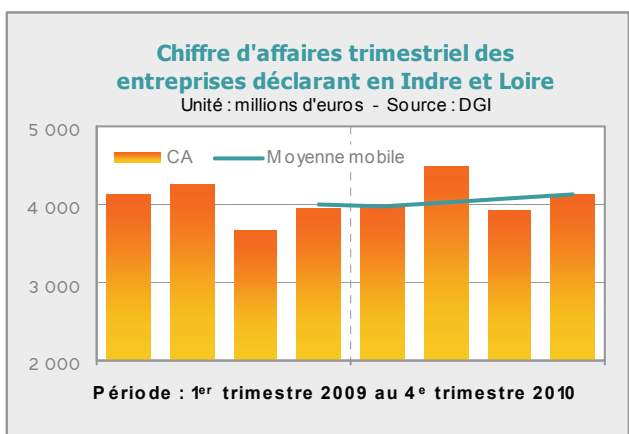
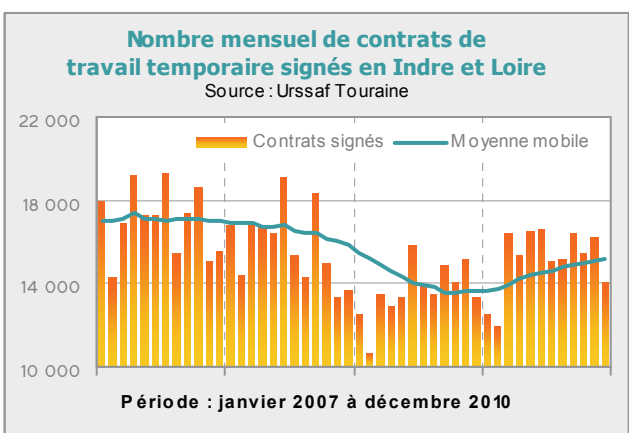
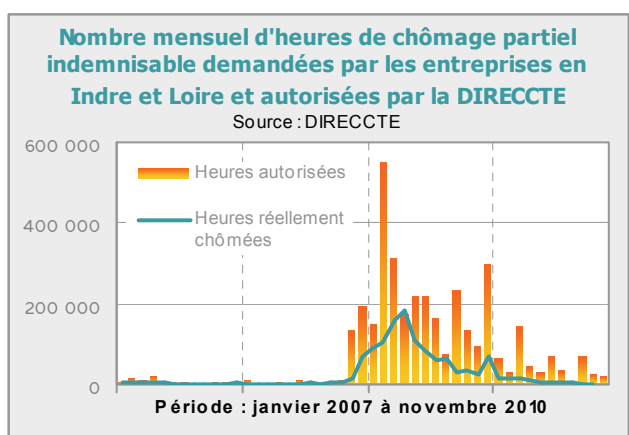
Ce numéro a été préparé en partenariat avec
l'Urssaf Touraine

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine
Un partenariat Conseil général d'Indre-et-Loire, Chambre de Commerce et d'Industrie et Tour(s)plus
Toute l'information sur l'économie de la Touraine : www.economie-touraine.com



UNE REPRISE PROGRESSIVE SANS EFFETS SIGNIFICATIFS SUR L'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI

Comme au niveau national, la reprise progressive de l'activité des entreprises, déjà perceptible dès la fin du printemps, s'est confirmée tout au long de l'année 2010. Le manque de visibilité sur l'évolution des marchés et un ralentissement de l'activité en décembre ont différé la relance des dépenses d'investissement et les embauches. L'embellie globale ne doit cependant pas éclipser les fortes disparités sectorielles et les situations particulières difficiles pour certaines entreprises fragilisées par la crise.



Tout au long de l'année 2010, les volumes d'heures de chômage partiel demandées à titre de précaution par les chefs d'entreprise, ont témoigné de leurs incertitudes sur le court terme. Les volumes réellement effectués sont cependant restés modérés.

Ce dispositif qui a été adapté en novembre 2008 permettait aux chefs d'entreprises de prendre des dispositions durant la crise pour anticiper des chutes d'activités importantes. Les volumes demandés et les heures réellement effectuées ont toujours montré des écarts très importants. Ce phénomène s'explique par une demande de précaution face au manque de visibilité à court terme et d'une situation réelle heureusement meilleure qu'anticipée. Depuis janvier 2010, les volumes de demandes de chômage partiel ont décliné au fur et à mesure de la remontée de l'activité avec quelques pics en mars (143 250 heures demandées), en juin (69 595 heures) et en septembre (71 270 heures), reflétant encore un manque de visibilité.

Cet indicateur montre nettement que la situation s'est améliorée en 2010 : sur les 9 premiers mois de l'année, 486 819 heures ont été autorisées et 72 488 effectuées dans le département. A la même période de 2009, 2 092 900 heures avaient été autorisées et 889 000 effectuées. Cette tendance à la baisse est toujours effective début 2011.

Le nombre de contrats intérimaires a augmenté de 11% sur l'année, résultat d'une hausse marquée au 1^{er} semestre qui s'est cependant ralentie en fin d'année.

Apprécié sur une année 2009 en net recul par rapport aux années avant crise (-17% par rapport à la moyenne des années 2005-2008), le nombre de contrats intérimaires signés dans les agences tourangelles au premier semestre 2010 a enregistré une augmentation de 13,5%. La seconde partie de l'année a été moins favorable (+8,8%) avec un décrochage en décembre. Variable d'ajustement, la reprise du recours à l'intérim par les entreprises est certaine mais progresse lentement et de façon irrégulière pour s'adapter aux fluctuations des besoins. Les niveaux actuels demeurent encore en repli de 8% par rapport à la moyenne des années 2005-2008.

Malgré un premier trimestre en net recul par rapport à 2009, le chiffre d'affaires des entreprises ayant leur siège en Indre et Loire a augmenté de 3,2% sur l'année.

La progression annuelle des chiffres d'affaires des entreprises s'est amorcée au 2^e trimestre et s'est confirmée jusqu'en décembre. (Cette nouvelle série sur les chiffres d'affaires transmise par les services fiscaux ne permet pas de comparaison avec un niveau d'avant crise).

Activités des entreprises

Au plus fort de l'activité, 60 % des industriels tourangeaux ont enregistré une hausse de leurs carnets de commandes.

Comme dans l'ensemble de l'économie nationale, les trois premiers trimestres de l'année ont témoigné d'une reprise progressive de l'activité industrielle en Touraine. 60% des industriels interrogés fin décembre 2010⁽¹⁾ signalaient une hausse de leurs carnets de commandes au cours des trois mois précédents. **Ce constat de reprise est cependant à nuancer en considérant des prévisions assez pessimistes pour le premier trimestre 2011 (25%).** On note toutefois par rapport à l'an dernier une nette remontée des soldes d'opinions positives notamment pour la production et les investissements. Tous secteurs confondus, 46% des industriels déclarent avoir des investissements en cours fin décembre et la même proportion en prévoient pour le premier trimestre 2011. Les disparités des secteurs sont cependant marquées et l'activité est principalement dynamisée par la pharmacie, la chimie, les équipements des transports, la construction mécanique et l'électronique. Ces notes positives n'ont pas encore d'effet significatif sur l'emploi : 74% des entreprises interrogées fin décembre prévoient le maintien de leurs effectifs pour le début 2011. Les intentions d'embauche sont supérieures aux réductions d'effectifs prévues, notamment dans les biens d'équipement.

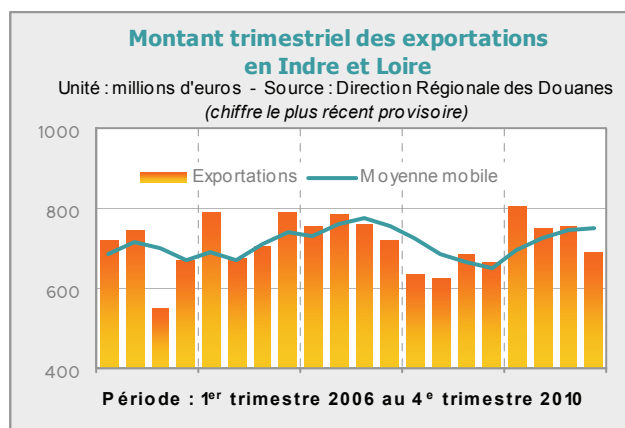
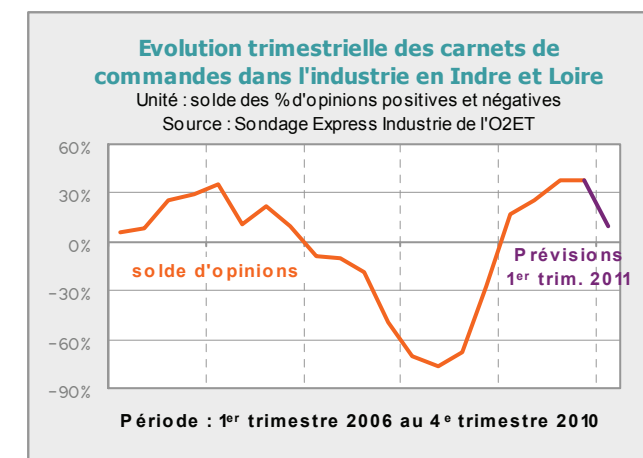
Selon l'enquête de la Banque de France⁽²⁾, ces observations sont conformes à la tendance régionale qui enregistre le redressement des chiffres d'affaires des entreprises industrielles (+4,1%). Ils sont liés à la reprise des exportations, elles même sujettes aux aléas des marchés internationaux.

(1) Sondage Express Industrie OE2T

(2) Les entreprises en région Centre - Bilan 2010 et perspectives 2011

Malgré un léger ralentissement au 4^e trimestre, les exportations tourangelles ont augmenté de 15% sur l'année et retrouvent leur niveau d'avant crise.

L'Indre et Loire a exporté pour 3 milliards de produits en 2010. Un flux en hausse de 15% sur 2009 et qui permet de dépasser les niveaux d'avant la crise. Le 1^{er} trimestre a été exceptionnel (les meilleurs chiffres depuis 2006) et a ainsi tiré les résultats de l'année malgré un léger ralentissement au 4^e trimestre. L'Indre et Loire se positionne très honorablement dans un mouvement général de hausse des exportations qui a touché l'ensemble de la Région Centre (+13,6%) et de la France (+13,6%). Notre département demeure à la 3^e place régionale avec 20% des exportations en valeur derrière le Loiret (37,4%) et l'Eure et Loir

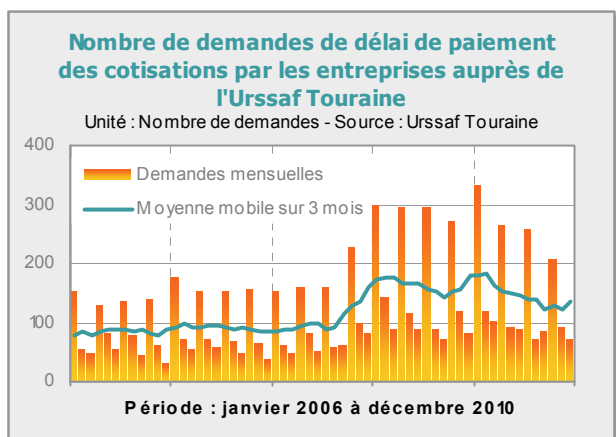


(22,3%). Les produits pharmaceutiques gardent la première place avec 47% du total, suivis de loin par les machines et équipements et les produits en caoutchouc et plastiques. 74% des exportations tourangelles se font dans la zone euro, et 82% dans l'ensemble de l'Union Européenne.

Sur la même période, les entreprises tourangelles ont importé pour 2,934 milliards de produits industriels et de consommation, un montant quasi stable à -0,3%. Ces chiffres se démarquent de ceux de la région qui a augmenté ses importations de 9%, tout comme la France (+13,4%). Le solde départemental des échanges s'est établi à +66 millions d'euros contre -340 millions en 2009.

Les demandes de délai de paiement des cotisations Urssaf amorcent un repli.

Les entreprises confrontées à une difficulté de trésorerie ont la possibilité de solliciter un délai pour le paiement de leurs cotisations sociales. **En 2010, l'Urssaf Touraine a ainsi reçu 1 780 demandes, en diminution de 9% par rapport au record de l'année 2009.** Les difficultés éprouvées par les entreprises n'ont réellement reculé qu'à compter du quatrième trimestre. Toutefois, la situation demeure fragile puisque le volume des demandes en fin d'année était encore de 40% au dessus de la situation d'avant-crise. Ces demandes ont toutes été étudiées par l'Urssaf et ont conduit à une autorisation d'échelonnement des paiements dans 94% des cas où les conditions légales étaient respectées.



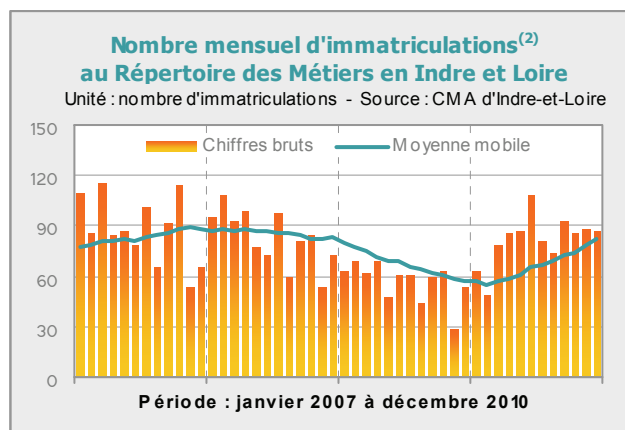
4 435 entreprises nouvelles ont été enregistrées au fichier SIRENE en Indre et Loire en 2010, soit une quasi stabilité à +0,2% par rapport à 2009⁽¹⁾. 1 321 entreprises nouvelles ont été immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés d'Indre et Loire et 981 auprès du Répertoire des Métiers.

La reprise n'a pas eu d'effet significatif sur le flux 2010 des créations auprès du Registre du Commerce et des Sociétés. Leur répartition est restée proche de celle des années précédentes : une entreprise sur deux s'est créée sans emploi salarié au moment de l'inscription. Avec 52% des créations, les services gardent la première place. Le commerce représente 28% des créations et le BTP 13%. La part de l'industrie s'élève à 6%. Des filières émergentes liées à l'énergie ont été porteuses d'activités nouvelles en production et en services.

Le Répertoire des Métiers a enregistré un solde nettement positif sur l'année (+282), avec 981 immatriculations (+43%/2009) et 699 radiations (-9%). Le bâtiment a assuré 46% des nouvelles activités artisanales, l'alimentation 14%, les transports et les réparations 28%. Les mêmes branches ont enregistré les volumes de radiations les plus élevés. Selon la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, l'auto-entreprise a suscité 636 inscriptions dans l'ensemble des secteurs, avec une répartition par métiers

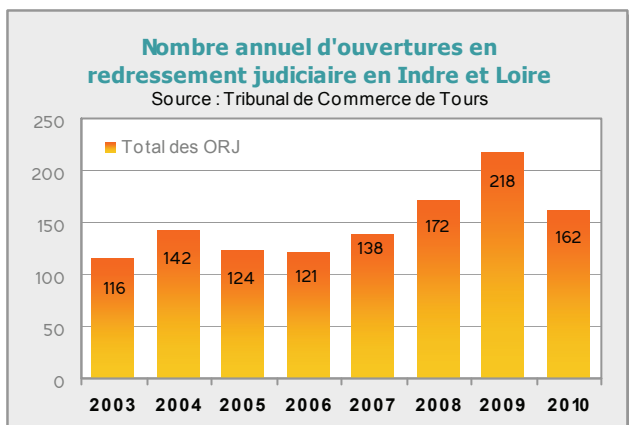
concentrée sur le bâtiment, les services et la production. Le succès de l'auto-entreprise perdure. Au niveau national, l'étude menée en 2009 montrait que seulement 45% des auto-entrepreneurs déclaraient un chiffre d'affaires dont la moyenne s'élevait à 6 300 euros sur douze mois. Les données ne sont pas encore suffisantes pour mesurer l'activité réelle locale des auto-entrepreneurs.

(1) Source : APCE (Agence Pour la Création d'Entreprises).



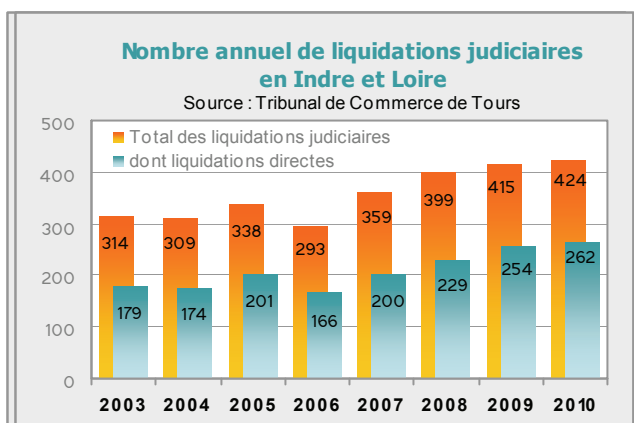
(2) Immatriculations « classiques » (hors auto-entrepreneurs).

Les conséquences des effets de la crise en 2009 se mesurent par la hausse des liquidations judiciaires (LJ) en 2010. Le reflux du nombre d'ouvertures en redressement judiciaire (ORJ) montre l'amélioration de la situation des entreprises.



Le nombre de liquidations judiciaires a augmenté de 2,4%, en 2010, conséquence prévisible de la hausse des ORJ de 2009.

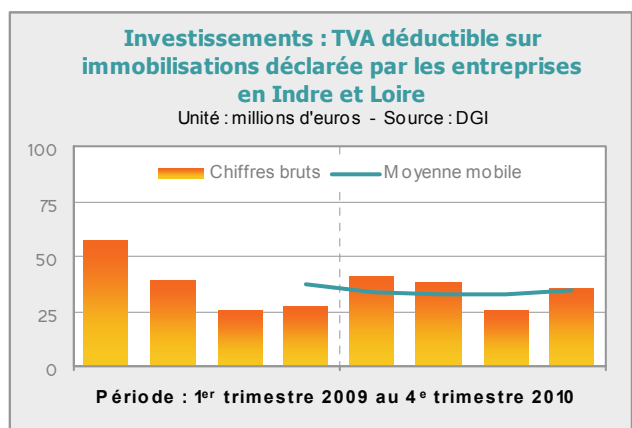
424 liquidations judiciaires d'établissements implantés en Indre et Loire ont été prononcées en 2010 contre 415 en 2009 par le Tribunal de Commerce de Tours ou par des tribunaux extérieurs pour certains d'entre eux, filiales de groupe. Si la hausse du nombre d'entreprises touchées a été modérée, l'impact sur l'emploi a été plus sévère, avec une progression de près de 35% (1 501 salariés contre 1 110 en 2009). Ces liquidations se répartissent sur l'ensemble des secteurs : 110 entreprises du BTP pour 556 emplois, 101 commerces pour 155 emplois, 22 entreprises industrielles pour 313 emplois et 188 entreprises de services pour 473 emplois. La proportion de liquidations prononcées sans période de redressement est aussi importante que l'an dernier soit 61,3%. Les secteurs les plus sensibles restent la construction, le commerce de détail et les cafés restaurants.



Les premiers effets de la reprise se font sentir et une baisse **significative des ouvertures en redressement judiciaire (ORJ) a été constatée sur 2010 : 162 au total sur l'année contre 218 en 2009, soit une baisse de 25%**. L'emploi menacé par ces procédures, a lui aussi diminué (977 salariés contre 1 526 en 2009). Les TPE sont plus touchées et l'effet est bien moindre sur les entreprises de taille moyenne. En effet, 20 PME employant au moins 10 salariés, représentant ensemble 649 emplois ont été placées en ORJ en 2010 ; elles étaient 32 PME de cette taille pour un total de 1 200 emplois en 2009. Les activités de production sont moins touchées que les années précédentes. Parmi les secteurs les plus sensibles figurent l'imprimerie, la construction, les hôtels et les cafés-restaurants.

La procédure de déclaration simplifiée (PDS), qui a pour objectif de régler les difficultés avant un éventuel dépôt de bilan, a été engagée par 12 entreprises pour un total de 131 salariés. Les premiers chiffres connus de 2011 confirment la baisse du nombre d'entreprises en difficulté et l'amélioration des trésoreries.

Activités des entreprises



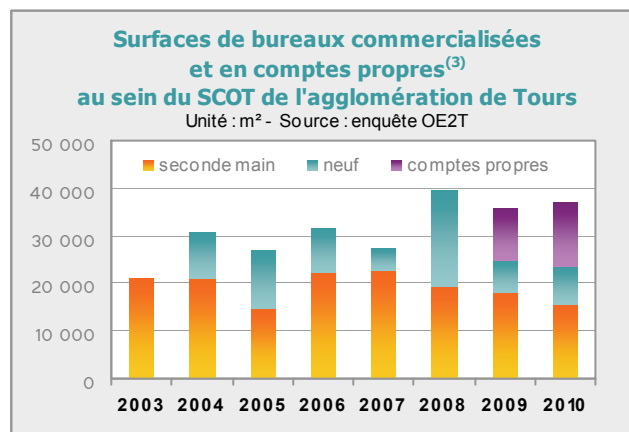
selon les secteurs. En effet, là où la reprise est la plus marquée, les pourcentages sont beaucoup plus significatifs (52% pour les biens intermédiaires et 59% pour les biens d'équipement).

2010 : Une année de transition pour le marché de l'immobilier tertiaire.

En 2010, en dépit d'un premier semestre prometteur, le niveau de la demande placée sur le marché de l'immobilier de bureaux de l'agglomération de Tours a très légèrement reculé pour s'établir à 23 665 m² (-4,6% par rapport à 2009). Malgré cette légère diminution, le rythme de commercialisation ainsi que la surface moyenne commercialisée sont restés stables au regard des observations réalisées l'an passé. De plus, quelques signes encourageants comme la reprise du marché du neuf ou la diminution du stock de bureaux laissent présager d'un redémarrage de l'activité.

Par ailleurs, en 2010, des réalisations en comptes propres⁽²⁾ de grande superficie ont contribué à soutenir le marché de manière significative. Ainsi, avec les **13 485 m² relatifs aux opérations en comptes propres** recensées au cours de l'année, on aboutit à un marché global (transactions + comptes propres) qui s'élève à 37 150 m² contre 35 700 m² en 2009 (+4%).

(2) Il s'agit des surfaces de bureaux construites à l'initiative d'une entreprise ou d'une administration pour sa propre utilisation et qui ne passent pas par un réseau de commercialisation.



(3) Afin de disposer d'une vision plus exhaustive du marché du tertiaire de l'agglomération de Tours, l'observatoire intègre, depuis 2009, les principales opérations réalisées en comptes propres.

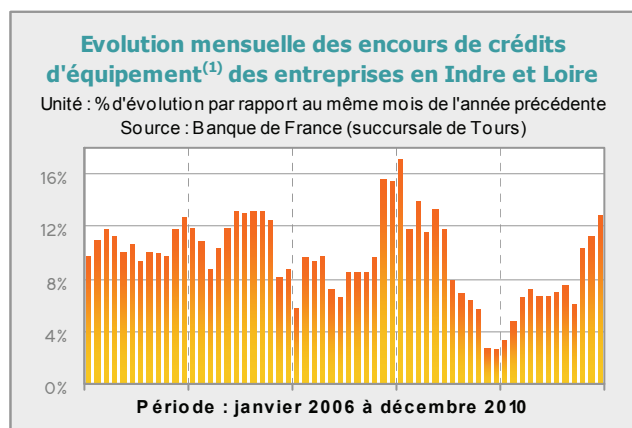
L'érosion de la demande enregistrée ces deux dernières années a clairement conduit promoteurs et investisseurs à faire preuve de prudence dans la programmation de leur production, reportant parfois les mises en chantier. Cependant, en matière de perspectives, de nouveaux paramètres devraient contribuer à soutenir la livraison de nouveaux programmes dans les années à venir. En effet, les nouvelles exigences du développement durable (cf. "Loi Grenelle 2") vont inciter les entreprises actuellement locataires d'immeubles trop énergivores à les quitter pour s'installer dans des locaux neufs ou récemment restructurés.

Malgré une reprise en fin d'année, très diverse selon les secteurs, l'investissement des entreprises tourangelles a baissé de 6,8% tous secteurs confondus en 2010.

Après un 1^{er} trimestre 2010 en très net recul sur 2009 (-28%), et une stabilisation aux 2^e et 3^e trimestre, le montant des investissements des entreprises tourangelles (reconstitué à partir des TVA sur immobilisations) a enregistré une reprise de +28% sur la fin de l'année confirmée par les autres indicateurs d'investissement.

Le montant des crédits d'équipement des entreprises en cours dans les banques tourangelles a gagné du tonus tout au long de l'année. Le taux de croissance calculé sur 12 mois a progressivement augmenté, passant de +3,4% entre janvier 2009 et janvier 2010, à +6,6% entre juin 2009 et juin 2010, et +12,8% entre décembre 2009 et décembre 2010. Ce retour progressif a été constaté au niveau national dans des proportions moindres.

Interrogés chaque trimestre dans le cadre du Sondage Express Industrie de l'OE2T, **les industriels sont restés très réservés dans leurs opinions sur les dépenses d'équipement engagées ou en projet.** La part des entreprises déclarant des investissements en cours en fin de trimestre est restée faible tout au long de l'année variant de 39% en mars à 46% en décembre. Cette hausse moyenne de fin d'année est cependant très variable



(1) Les crédits d'équipement comprennent les crédits d'investissement ainsi que d'autres opérations (LBO et financements de rachat de fonds).

RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DU CHÔMAGE ET LÉGÈRE REPRISE DES CRÉATIONS D'EMPLOI

Après un début d'année encore marqué par une forte progression de la demande d'emploi (+17,3% sur un an), la hausse du chômage s'est peu à peu ralentie jusqu'à atteindre une quasi stabilité, à partir de l'automne. L'année 2010 se termine donc dans un climat un peu moins tendu sur le marché du travail mais avec une demande d'emploi qui se maintient à un niveau très élevé (+1,3%/2009 pour les cat. ABC). Les taux de chômage, qui avaient atteint un pic à la fin 2009, ont très légèrement reculé (-0,4 point) en Indre et Loire, contre -0,3 point en France et en région Centre. Les flux d'inscriptions à Pôle emploi ont globalement diminué (-5,5%/au cumul des inscriptions 2009) alors que les sorties du chômage ont progressé (+4,2%/cumul sorties 2009). Mais cette orientation n'a pas été suffisante pour absorber les nombreuses inscriptions enregistrées depuis le début de la crise. Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi en 2010 ont été, quant à elles, beaucoup plus nombreuses qu'en 2009 (+9,4%).

Taux de chômage au 4^e trimestre 2010

Indre et Loire : 8,1 %

Région Centre : 8,4 % - France : 9,2 %

Source DRTE - Nouvelle série harmonisée entre le BIT et la DRT

Comme le recommande le rapport conjoint de l'IGF et de l'Igas sur les méthodes statistiques d'estimation du chômage rendu public le 24 sep-

Modération du taux de chômage.

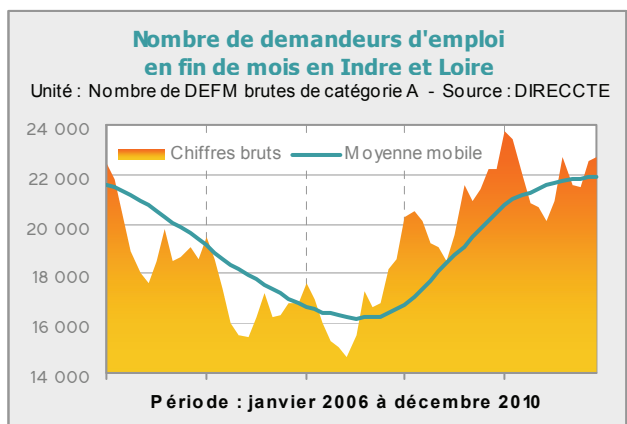
Après avoir atteint un pic à la fin 2009 (8,6%), le taux de chômage a légèrement baissé tout au long de l'année, passant de 8,4% au 1^{er} trimestre 2010 à 8,2% au 2^e trimestre, puis à 8,3% au 3^e trimestre et enfin 8,1% au 4^e trimestre 2010. Il demeure inférieur à celui constaté pour la région Centre (8,4%) et nettement en dessous du taux national (9,2%).

Le recul du taux de chômage depuis le début de l'année 2010 reste très modeste en Indre et Loire (-0,4 point) mais très légèrement plus marqué qu'en France et en région Centre (-0,3 point).

Stabilisation du chômage à un haut niveau.

A la fin décembre 2010, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche (cat. ABC) s'élève à 35 481 en données brutes (+1,3%/déc. 09). Cette évolution annuelle est très modérée par rapport à celles enregistrées à l'échelle nationale (+4,9%) et régionale (+2,3%). Parmi eux, 22 733 personnes n'avaient exercé aucune activité au cours du mois de décembre, soit (64%). Cette catégorie, dite A, a progressé de 2,4% en 2010 (+2,5% en France ; +2,7% en région Centre).

Les évolutions annuelles ont été très contrastées selon les publics. Toutes catégories ABC confondues, seuls les jeunes ont connu une légère amélioration de leur situation (-5,5%/déc. 09 ; -2,5% en France). Le chômage des femmes augmente toujours (+2%/déc. 09 ; +6% en France), alors que celui des hommes s'est stabilisé (+0,7%/déc. 09 ; +3,9% en France). Les seniors (+11,7%/déc. ; +15,9% en France) et les chômeurs de longue durée (+7,1%/déc. 09 ; +19,6% en France) sont restés dans une tendance très défavorable.



Définitions

Demandeurs d'emploi (regroupements en vigueur depuis mars 2009) :

Catégories A, B, C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi de **catégorie A** sont sans emploi, les demandeurs d'emploi de **catégorie B** ont exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois) et les demandeurs d'emploi de **catégorie C** ont exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

Offres d'emploi :

Catégorie A : Offres d'emploi durable (CDI ou CDD de plus de 6 mois). **Catégorie B** : Offres d'emploi temporaire (CDD de 1 à 6 mois ou mission d'intérim de plus d'un mois). **Catégorie C** : Offres d'emploi occasionnel (CDD ou mission d'intérim de moins d'un mois).

Emploi

Bonne reprise des flux de sorties de Pôle emploi, mais encore insuffisantes.

53 661 inscriptions ont été enregistrées à Pôle emploi tout au long de l'année 2010, soit 5,2% de moins qu'en 2009.

La ventilation des demandes enregistrées selon les motifs met en évidence le poids toujours important des fins de contrats courts (CDD et mission intérimaire : 32%) dans les inscriptions. Ces derniers ont cependant connu un recul en 2010 (fin CDD : -9,8% ; fin de mission intérim : -19,9%), tout comme les autres motifs d'entrées à Pôle emploi. Dans ce contexte encore tendu, les primo demandeurs d'emploi ont été moins nombreux à se positionner sur le marché du travail au cours de l'année 2010 (-11,3%/2009). C'est notamment le cas des jeunes, en net recul (-17,5%/2009). Ces derniers ont retardé leur entrée sur le marché de l'emploi en prolongeant leurs études, ou, bien qu'à la recherche d'un premier emploi, n'ont pas fait la démarche de s'inscrire à Pôle emploi.

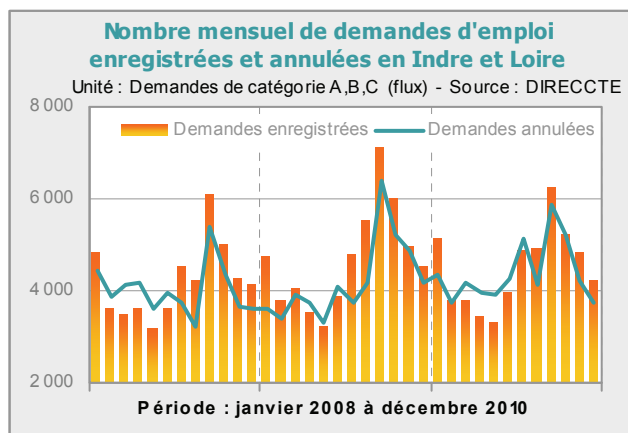
Les flux de sorties de Pôle emploi, toujours très actifs en 2010, ont cependant été insuffisants pour compenser les nouvelles inscriptions : 52 693 demandes ont été annulées en 2010, soit 4,2% de plus qu'en 2009.

Parmi les motifs de sorties, 24% sont liés à une reprise d'emploi, soit un retour à l'emploi qui progresse de 16% par rapport à 2009. 7% des annulations ont été motivées par une entrée en stage (-2%/2009).

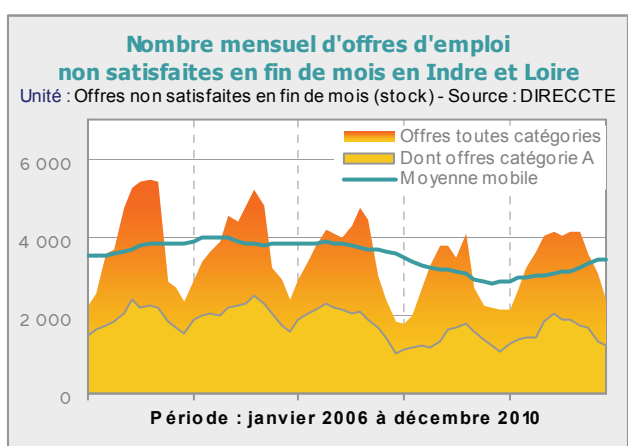
Le retour à l'emploi a été facilité par la reprise du recours à l'intérim des entreprises tourangelles en 2010. Exprimé en équivalent temps plein, le travail intérimaire a progressé de 14% par rapport à 2009, tout en restant nettement en dessous des niveaux record d'avant la crise (-20% exprimé en équivalent temps plein/2007).

Croissance des offres d'emploi en 2010, mais niveau encore inférieur à celui de 2008.

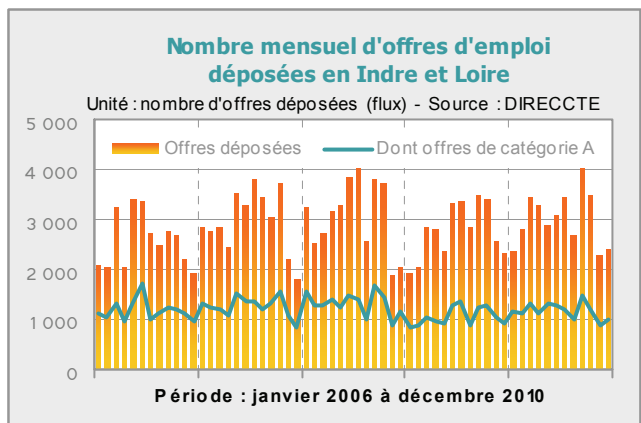
36 348 offres d'emploi ont été déposées à Pôle emploi au cours de l'année 2010. C'est mieux qu'en 2009 (+9,4%) mais cela reste un peu inférieur au niveau de 2008 (-2%). Ce sont les offres de contrats dits durables (catégorie A : CDD ou CDI de plus de 6 mois) qui ont le plus progressé. 14 076 offres de catégorie A ont été déposées en Indre et Loire en 2010, soit une hausse de 11% par rapport à 2009. Cette bonne récolte reste tout de même en dessous de celle d'avant la crise (-11% par rapport à 2008).



Année 2010	
Motif d'inscription des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	Evolution (janvier-décembre)
Fin CDD	-9,8%
Fin mission intérim	-19,9%
Licenciement éco ou fin reclassement	-17,5%
Première inscription	-11,3%



La reprise des offres déposées s'accompagne d'une progression des offres qui ne trouvent pas preneur et dénote toujours d'une **inadéquation persistante en offre et demande**. L'année 2010 se termine ainsi avec un stock de 2 424 offres insatisfaites (+13,4%/déc 2009). Parmi ces propositions d'emploi, 51,2% (soit 1 242) concernent des contrats durables. Ces dernières enregistrent une progression de 14,3% par rapport à la fin de l'année 2009.



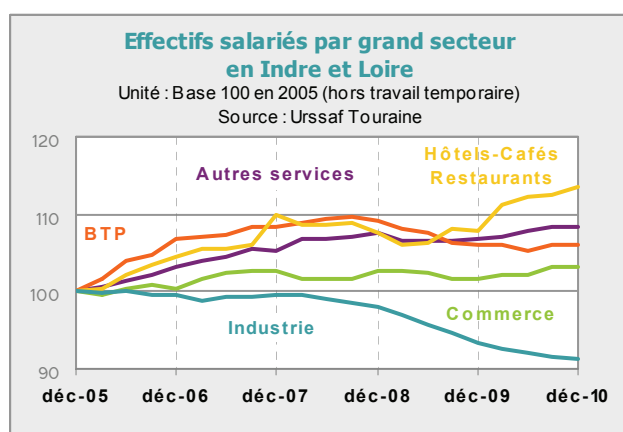
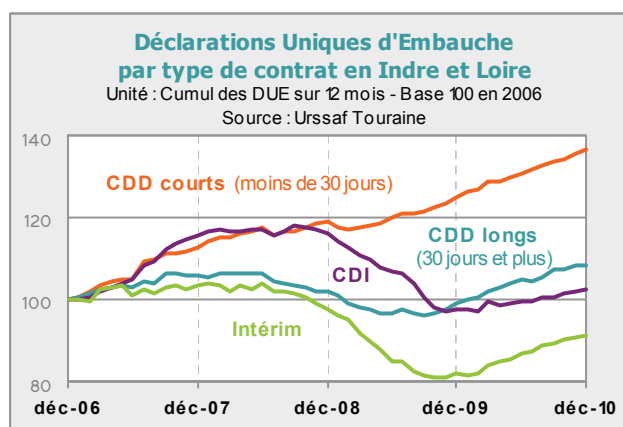
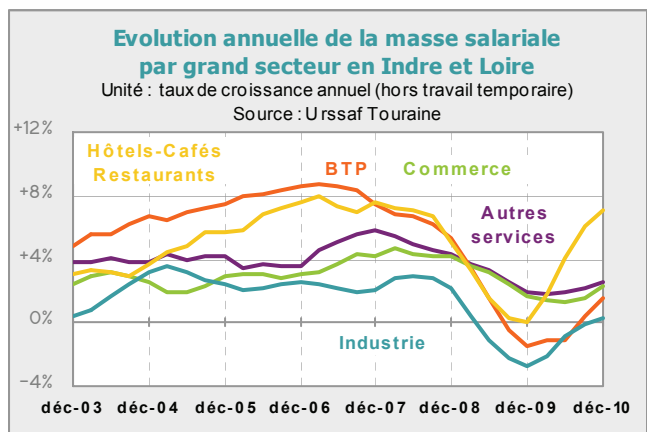
157 500 intentions d'embauche ont été déclarées en Touraine en 2010, soit 8,9% de plus qu'en 2009.

En 2010, les intentions d'embauche (hors intérim) sont à nouveau sur une dynamique positive, portées notamment par l'évolution des CDD : qu'ils soient de plus de 30 jours (CDD longs) ou de moins de 30 jours (CDD courts), ils augmentent cette année de près de 10%. Au plus fort de la crise, beaucoup d'entreprises, dans l'incertitude de l'avenir proche, s'étaient tournées vers ce mode d'embauche souple. Cette vive croissance en 2010 est le signe que la visibilité des entreprises n'est pas restaurée. **Après un effondrement du nombre d'intentions d'embauche en CDI en 2009, leur évolution est cette année de +5%**, encore insuffisante pour retrouver des volumes d'embauche pérennes comparables à ceux des années 2007-2008. **Les missions d'intérim ont été à nouveau fortement prisées cette année, année de reprise de l'emploi.** Reprise des intentions d'embauche dans le département cette année donc, mais la prudence étant de rigueur, elles sont plus fortement concentrées sur les missions d'intérim et les CDD, même si l'évolution des CDI est elle aussi non négligeable.

Après une année 2009 particulièrement difficile sur le front de l'emploi, 1 850 emplois ont été créés dans le département en Indre et Loire en 2010, dans le secteur privé concurrentiel (+1,2%).

Bilan positif donc, qui ne suffit pas encore pour retrouver en Indre et Loire les niveaux d'emploi connus en 2008. C'est particulièrement vrai dans l'industrie et la construction. Le **secteur industriel continue en effet à perdre des postes**, quoique plus modérément : encore une centaine sur le dernier trimestre 2010, portant le bilan annuel à -700 (-2,2%). Dans le secteur de la construction, cette année a été celle de la stabilisation, les quelques 90 postes perdus au cours du 2^e trimestre de l'année compensés par ceux créés au 3^e trimestre. Attentisme donc de la part des entreprises, les 500 postes perdus l'année précédente n'ont pas encore été recréés.

En revanche, après une baisse inédite en 2009, **l'emploi dans le secteur des services repart à la hausse.** L'emploi est particulièrement dynamique cette année dans l'hôtellerie-restauration



(+5,4%), les activités sociales (+5%), les arts et spectacles (+6,4%), les activités administratives (+7,4%) ou encore les activités scientifiques (+4,3%) et informatiques (+3,6%).

L'intérim enfin, non présenté sur le graphique, voit ses effectifs rebondir de 13,9%, après -10,9% l'année précédente.

Hors intérim, la masse salariale versée en 2010 par les entreprises du secteur privé en Indre et Loire a augmenté de 2% par rapport à 2009, année de contraction significative de la masse salariale dans le département, comme sur l'ensemble du territoire.

Les mesures de chômage partiel ont cessé et les entreprises ont commencé à recréer de l'emploi. L'observation par secteur d'activité montre toutefois encore des disparités : cette amélioration est particulièrement vraie dans l'hôtellerie-restauration (+7,1%), mais aussi dans le commerce (+2,3%) et les autres services (+2,5%), et enfin plus modérément dans la construction (+1,5%). En revanche, la masse salariale versée par les entreprises reste stable dans le secteur industriel (+0,3%), qui perd encore de l'emploi.

Dans le secteur intérimaire enfin (non présenté sur ce graphique), la masse salariale versée est supérieure de plus de 10% à celle de 2009, corollaire direct de la reprise des missions d'intérim en 2010.

Dépenses des ménages

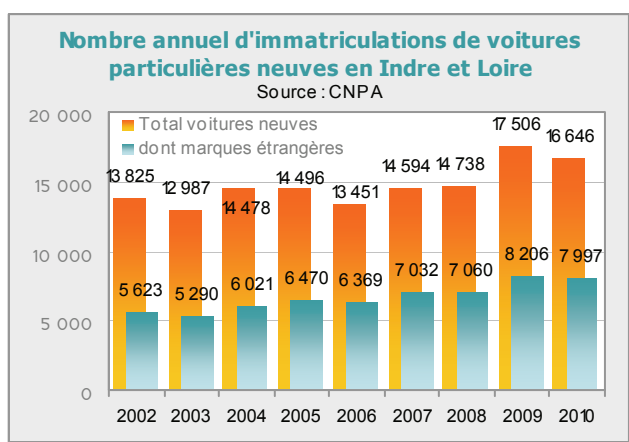
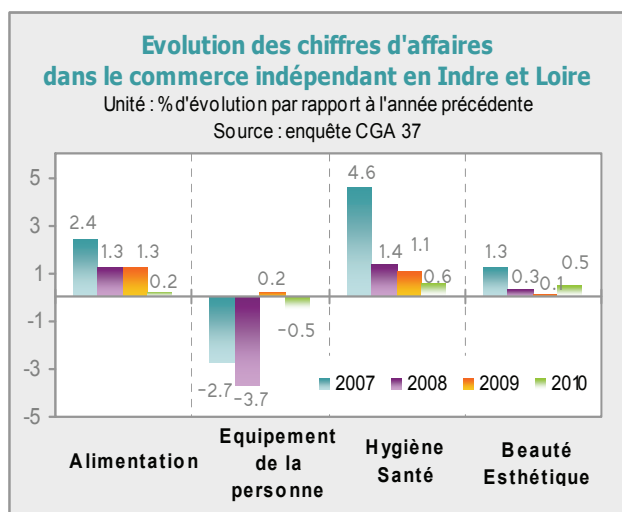
LES DÉPENSES DES MÉNAGES TIRENT LA CROISSANCE

Cette consommation des ménages se concentre sur les marchés automobile et immobilier. Les comportements prudents se ressentent partout ailleurs où les incitations spécifiques ne créent pas d'opportunités. Après avoir puisé dans leur épargne pour se financer, les Tourangeaux la reconstituent progressivement.

Les dépenses courantes ont été tout juste maintenues dans le commerce indépendant et spécialisé, une stabilité relative qui n'exclut pas d'importantes disparités sectorielles et une dégradation de ce secteur.

Le secteur **alimentaire** spécialisé et de proximité résiste tant bien que mal, avec une quasi stabilité des ventes en valeur de 0,2% sur l'année 2010. Les spécialistes indépendants en **équipement de la personne** ont enregistré une activité très irrégulière d'un mois à l'autre, avec des creux en intersaison et une fin d'année peu active. Le secteur n'a pas maintenu ses ventes en 2010 (-0,5% par rapport à 2009). Le 1^{er} trimestre aura été le meilleur de l'année.

L'année a été marquée par une faible progression chez les spécialistes de la **santé** (+0,6%) faisant suite à une année 2009 juste correcte. Le maintien des ventes 2009, résultat d'une activité très irrégulière, est aussi observé dans la **beauté et l'esthétique** (+0,5%). Le printemps, la rentrée et les fêtes de fin d'année sont restés, malgré tout, les périodes les plus favorables dans une année morose.

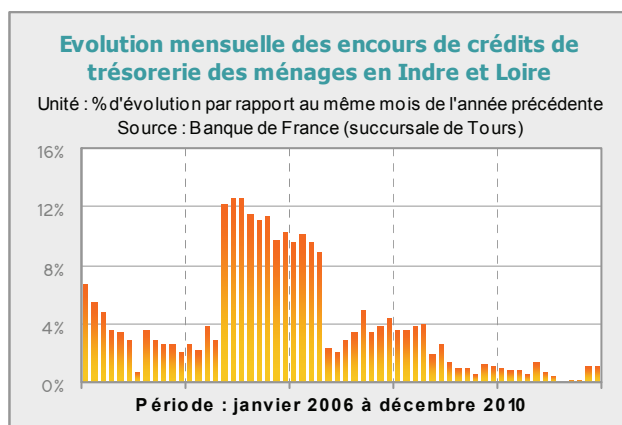


Sans atteindre les chiffres exceptionnels de l'année 2009, le marché automobile tourangeau est resté très dynamique en 2010 et bien au dessus des années antérieures.

Avec 16 646 immatriculations, le marché recule de 5% par rapport aux chiffres record de 2009 (17 506 immatriculations). **Le niveau reste cependant très au dessus de la moyenne de la période de 2004-2008 qui se situe à 14 320 véhicules immatriculés.** Le mois de décembre a été particulièrement dynamique, soutenu par les promotions de fin d'année des constructeurs et par la perspective d'une disparition progressive de la prime à la casse. La fin des mesures d'incitations pourrait laisser croire à une retombée brutale après le 1^{er} trimestre 2011. Pourtant les premiers chiffres connus de l'année 2011 au niveau national indiquent toujours des niveaux de commandes assez élevés.

Malgré la reprise, les consommateurs restent prudents et raisonnables et utilisent très peu les crédits de trésorerie.

Les encours des crédits de trésorerie des particuliers dans les banques tourangelles sont restés quasiment stables tout au long de l'année. Fin août 2010, le taux de croissance des encours sur 12 mois était de 0,02%. Une très légère remontée s'est amorcée en fin d'année (+1,1% fin décembre). **Au niveau national**, les évolutions sur 12 mois ont suivi la même tendance. La prudence des ménages et les évolutions en cours sur les crédits à la consommation influencent le comportement des ménages et expliquent cette modération malgré la reprise des offres promotionnelles des banques. Au niveau national, on observe que les français ont puisé dans leur épargne pour financer leurs achats.



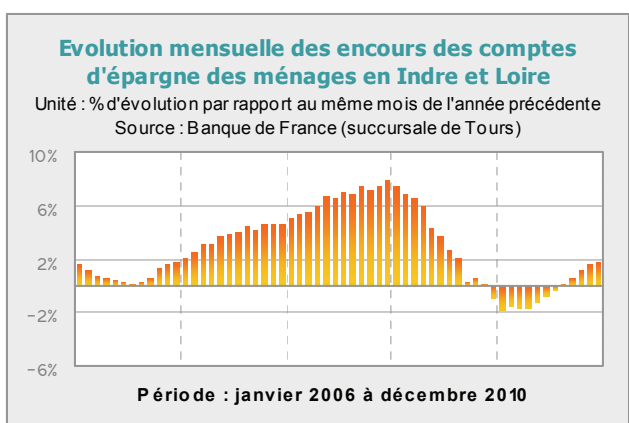
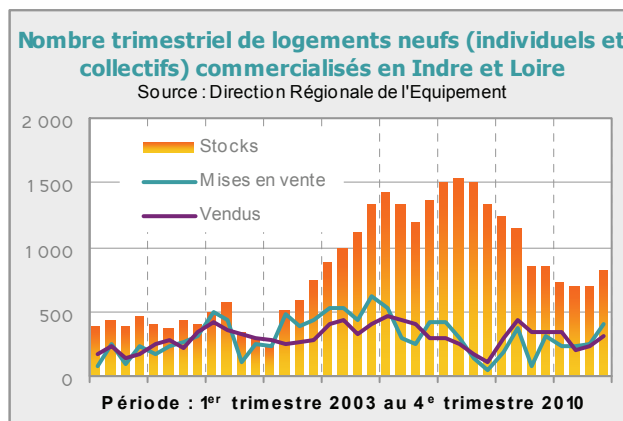
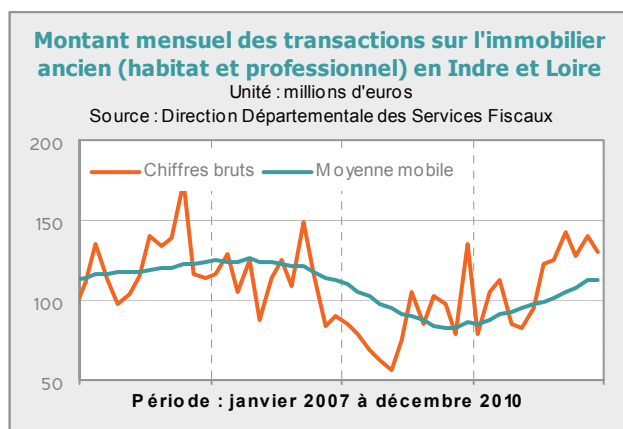
Le marché du logement s'est fortement redressé en 2010 notamment dans l'ancien. La reprise des crédits à l'habitat en fin d'année laisse à penser que cette embellie devrait se poursuivre début 2011.

Le montant des transactions sur le logement ancien a augmenté de 29,6% sur l'année 2010. Ce bond se mesure sur une année 2009 en recul de 23,5%. Avec un peu plus d'un milliard trois cent millions d'euros de transactions, le marché de l'ancien 2010 est revenu au niveau du marché 2005-2006 et inférieur de seulement 10% par rapport aux chiffres records de 2007. Comme au niveau national, ce rebond s'explique par une reprise du volume des transactions, en nombre et en surface moyenne, mais aussi par une remontée des prix. Ce courant s'est intensifié en fin d'année par crainte de la remontée des prix, des taux de crédits et par la fin des dispositions d'incitations fiscales. Les transactions du premier semestre 2011 devraient suivre cette tendance positive.

La remontée régulière des crédits à l'habitat confirme la reprise du marché de l'immobilier en 2010.

Depuis son niveau le plus bas en septembre 2009 (+2,41%), le taux de croissance sur douze mois des montants de crédits à l'habitat des particuliers dans les banques tourangelles a repris une progression lente mais régulière ; de 4,8% en janvier 2010, il est monté à 6,7% en juin, à 7,7% en octobre pour finir à +9% en décembre. L'évolution au niveau national a suivi la même tendance et confirme la reprise des marchés immobiliers. Cette embellie concerne surtout le logement ancien et les appartements en stocks.

Selon le dispositif statistique Sitadel II de la DREAL, les mises en chantiers de tous types, locaux (-51%), logements individuels (-4%) ou collectifs (-42%) sont en recul par rapport à 2009. En 2010, les autorisations de construction de logements en Indre et Loire ont augmenté de 11% pour les logements individuels et baissé de 50% pour le collectif comparées à 2009.



Le besoin de trésorerie, le taux de rémunération très bas des livrets face à l'attractivité de produits mieux rémunérés expliquent en partie le reflux de l'épargne bancaire des particuliers.

Reflète d'une période encore prospère, le pourcentage d'évolution des montants d'épargne bancaire des particuliers dans les banques tourangelles n'a cessé de grimper de décembre 2006 à décembre 2008. Réagissant à la crise, il s'est ensuite lentement dégradé jusqu'à son niveau le plus bas en janvier 2010 (-1,8%). Il a repris depuis une progression régulière pour finir à +1,8% en décembre 2010. Ces chiffres montrent la nécessité pour certains épargnants de puiser dans leurs réserves dans un contexte conjoncturel difficile ou de la volonté de placer leur épargne dans des produits mieux rémunérés. Leur évolution positive montre une amélioration de la trésorerie des ménages en 2010.

LA FRÉQUENTATION TOURISTIQUE EN TOURAINE EST TOUT JUSTE CORRECTE

En 2010, aucun facteur n'a contribué à dynamiser la fréquentation touristique du département comme de l'hexagone : pas de pont en mai, un climat social particulièrement dégradé, un manque de carburant et des chutes de neige perturbant la France en fin d'année, des économies qui, malgré quelques signaux optimistes, sont encore fragiles... Dans ce contexte il faut sans doute se satisfaire de résultats stables et donc, du maintien à des niveaux de fréquentation somme toute honorables. Si certaines clientèles sud et nord européennes sont à surveiller, le retour de clientèles étrangères plus lointaines vient néanmoins épicer ce bilan.

Les nuitées dans les hébergements marchands, hôtels, gîtes et campings, s'équilibrent... ...et certaines clientèles étrangères sont de retour.

Dans les hôtels et les campings, les évolutions constatées entre 2008 et 2009 et entre 2009 et 2010 sont du même acabit :

- ✓ les **nuitées dans les hôtels, en régression** de 2,7% entre 2008 et 2009, sont à nouveau moins nombreuses entre 2009 et 2010 : -2,6%. Les hôtels de la région Centre (-0,3%/2009) et de la France (+2,2%/2009) obtiennent de meilleurs résultats,
- ✓ pour les campings, **la saison (mai à septembre) 2010 est meilleure (+7,3%) que la saison 2009**, elle-même supérieure de 6,8% à celle de 2008. A noter, les progressions les plus fortes sont réalisées par les campings 3 et 4 étoiles (+9,2%), en gestion privée (+9,7%) et sur les emplacements équipés d'un locatif (+14,8%). La hausse en Touraine est plus forte qu'au niveau régional (+4%) et national (+1%).

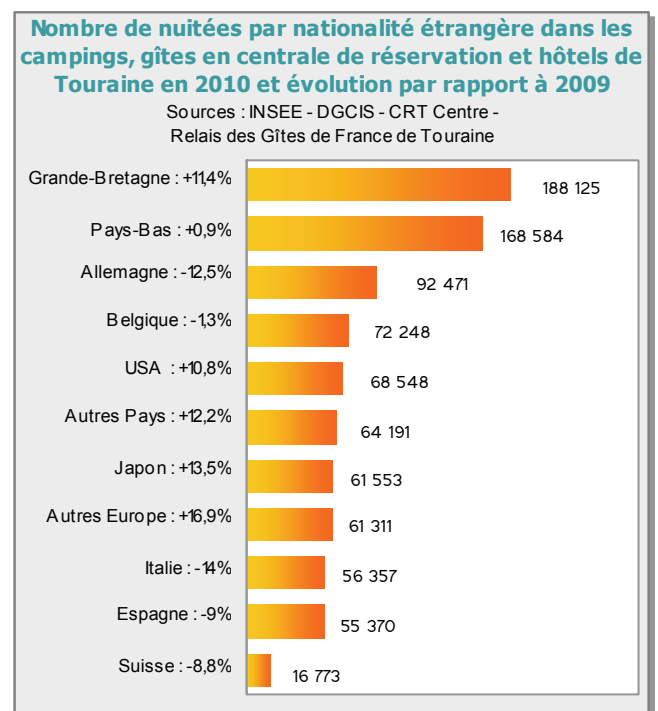
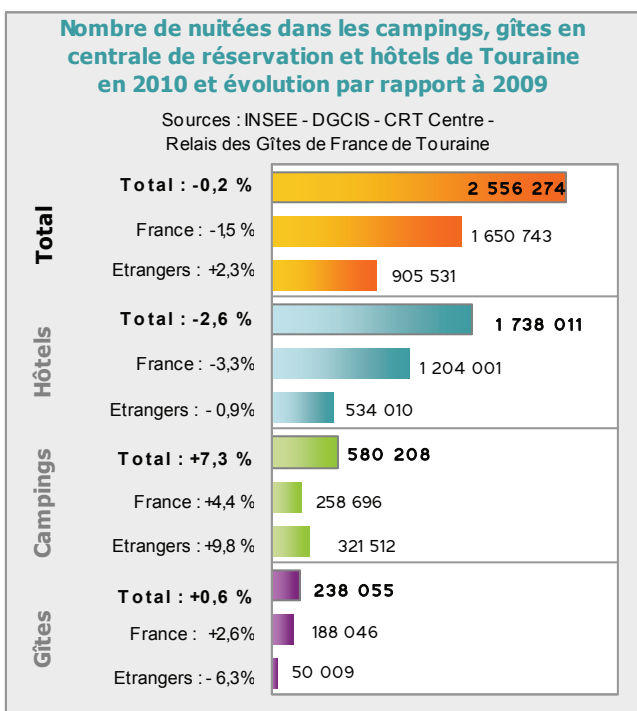
Pour les **gîtes en centrale de réservation**, la situation relativement stable entre 2008 et 2009 (-0,8%) évolue vers une amélioration plus positive de l'activité **entre 2009 et 2010 : +0,6%**.

Pour chacun de ces hébergements, **les durées moyennes de séjour varient très peu**. On note néanmoins une très légère tendance générale à la baisse dans les hôtels et les gîtes. Dans les hôtels, elle passe de 1,52 jour en 2009 à 1,49 jour en 2010

(Français : 1,45 ; Etrangers : 1,58). Dans les gîtes en centrale de réservation « Gîtes de France », elle atteint 7,31 jours en 2009 contre 7,17 jours en 2010 (Français : 6,82 ; Etrangers : 8,9). En hôtellerie de plein air, elle progresse légèrement, de 3,15 jours en 2009 à 3,24 jours en 2010 (Français : 3,09 ; Etrangers : 3,38).

L'évolution selon l'origine des clientèles montre un effet de compensation entre ces 3 hébergements. **Le solde est excédentaire concernant les nuitées étrangères** (alors qu'elles ne sont en hausse que dans les campings) **et légèrement déficitaire pour les nuitées françaises** (alors qu'elles ne diminuent que dans les hôtels).

Le bond des nuitées Britanniques est dû à un fort retour de cette clientèle dans les campings alors qu'un repli est constaté dans les hôtels et les gîtes. Les Néerlandais sont stables sans trop de contrastes entre les évolutions propres à chacun des 3 hébergements. Les Allemands ne retrouvent les niveaux de 2009 dans aucun des 3 hébergements. Plus globalement, les clientèles méditerranéennes sont en perte de vitesse alors que les clientèles lointaines ont enclenché leur retour. On peut noter une forte progression du cumul des clientèles marginales (« Autres Europe » et « Autres Pays »).



Les résultats de l'année 2010 se maintiennent à un niveau correct.

Pour la 2^e année consécutive, le nombre d'entrées dans les sites de visite de Touraine stagne. Le niveau est néanmoins correct puisqu'il reste très proche de l'excellent cru de l'année 2007.

Les monuments sont les seuls à profiter d'une légère progression : +0,4%/2009 qui, compte tenu de leurs poids dans la fréquentation, compense le léger repli observé dans les autres sites et la baisse dans les musées. Les fortes variations de fréquentation dans certains musées sont dues aux expositions qui sont très clairement à l'origine de cette évolution. L'intérêt des visiteurs a aussi été un peu plus marqué cette année pour les sites dont la thématique porte sur les savoir faire et singularités locales (vannerie...).

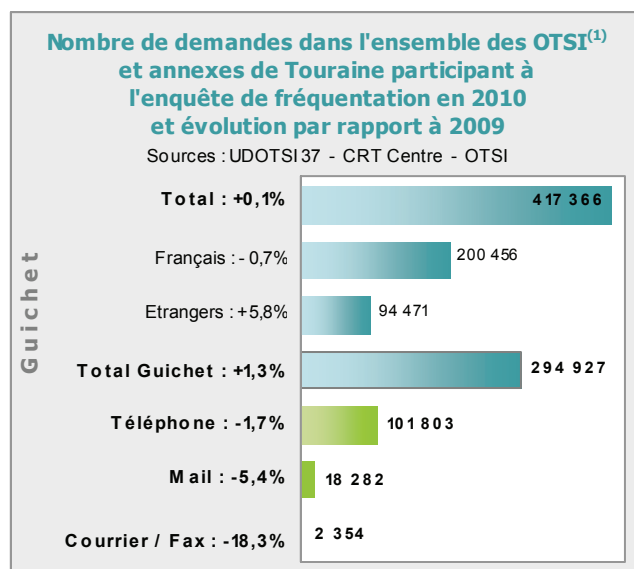
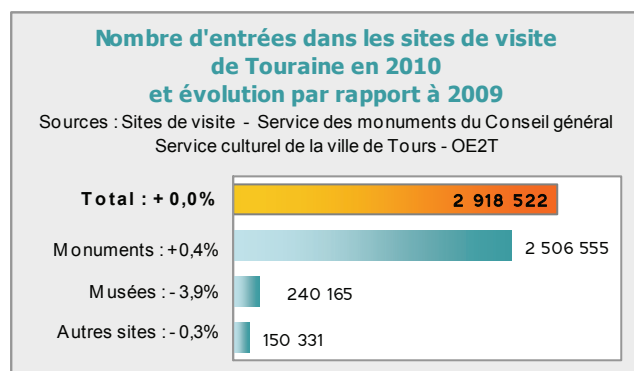
Les demandes faites auprès des Offices de Tourisme de Touraine sont stables.

Quel que soit le mode d'accès à l'information, les demandes dans les OTSI⁽¹⁾ et annexes de Touraine sont stables en 2010 par rapport à 2009.

Chaque année, les demandes préalables aux séjours (par téléphone, mail...) sont moins fortes. Elles diminuent de 2,7% par rapport à 2009. L'année 2010 n'inversera donc pas la tendance, la consultation des sites internet se substituant probablement à ce type de contact.

La fréquentation aux guichets s'améliore légèrement (+1,3%/2009). A l'image des résultats dans les hébergements, les demandes françaises fléchissent légèrement (-0,7%/2009) alors que les demandes étrangères progressent nettement (+5,8%/2009). Parmi ces dernières, les principales sont :

- les Britanniques : 30 440 demandes ; -1,8%/2009,
- les Espagnols : 10 600 demandes, +6,1%/2009,
- les Américains : 9 850 demandes ; +12,6%/2009,
- les Allemands : 6 400 demandes ; +0,7%/2009,
- les Néerlandais : 5 910 demandes ; +4,4%/2009,
- les Japonais : 5 880 demandes ; +11,1%/2009.

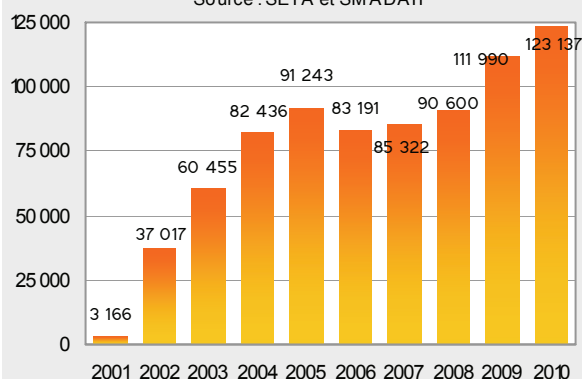


(1) OTSI : Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives.

L'aéroport international Tours Val de Loire continue sa progression et passe la barre des 120 000 passagers en 2010

Trafic passagers annuel à l'aéroport Tours - Val de Loire (arrivées et départs)

Source : SETA et SMADAIT



L'aéroport Tours Val de Loire a comptabilisé 123 137 passagers (à l'arrivée et au départ) en 2010 soit un trafic supérieur de 10% à celui de l'an dernier. La demande s'est calée sur l'offre de vols :

- avec des réductions de trafic sur les lignes avec :
 - ✓ Londres (passagers : -16,8% ; capacités : -15,7%),
 - ✓ Marseille (passagers : -30% ; capacités : -29,6%),
 - ✓ Figari en Corse (passagers : -7,5% ; capacités : -7,9%).
- et des hausses relevées :
 - ✓ sur la ligne avec Porto (3,6 fois plus de passagers et 3,5 fois plus de sièges - démarrage de la ligne en septembre 2009),
 - ✓ sur la ligne avec Dublin : fonctionnement sur 8 mois en 2010, 4 mois en 2009 ; le doublement de l'offre permet un gain de passagers de 80%.

Les flux générés par l'offre de charters sont à peine au niveau de ceux de l'an dernier : -1,1%/2009.